

Pollution de l'air : cinq ans d'un dispositif de dialogue et 150 réponses

par **La rédaction**

8 avril 2024 à 09h10 (modifié le 7 avril 2024 à 18h07)



Point d'informations du dispositif Réponses lors de la réunion annuelle du 28 mars 2024 à Martigues (Crédit DR)

Cinq ans après le lancement du **dispositif Réponses**, l'heure est au bilan lors d'une réunion tenue à Martigues à Provence Studios le 28 mars dernier. La démarche de dialogue imaginée par le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) se penche sur les émissions liées à l'activité humaine et leurs impacts sur la santé, des enjeux qui font partie du quotidien des 300 000 habitants des 21 communes de l'arrondissement d'Istres. L'idée : recenser les préoccupations des citoyens et y répondre par des actions ou de l'information en réunissant une pluralité d'acteurs allant des associations aux collectivités en passant par l'État, les industriels et les organisations salariales. Vingt en 2019, ils sont aujourd'hui 55 à agir concrètement contre la pollution de l'air, chacun avec ses leviers dans son périmètre.

« Le dispositif se découpe en trois temps, explique **Gwenaëlle Hourdin**, déléguée générale SPPPI Provence Alpes Côte d'Azur. D'abord, on recueille la parole des riverains en participant à des marchés, des festivals et des événements locaux. Depuis l'an dernier, on essaye de toucher un public plus large et d'intéresser la jeunesse. On a par exemple tenu un stand au Salon des Jeunes dans la Halle de Martigues. Ensuite, on rencontre les différents acteurs pour apporter des réponses adaptées et les évaluer. Enfin, chaque année on rend des comptes en présentant l'avancée du plan d'actions. »

Depuis 2019, ce sont près de 4 000 habitants qui ont pu s'exprimer à travers le dispositif. Pour 23,4% des personnes interrogées, la priorité reste la réduction des émissions industrielles, suivie par la diminution de la pollution liée au transport (14,1%) et la connaissance des impacts sur la santé et l'environnement (11,7%).

Samedi 13 avril

En l'espace de cinq ans, 150 actions ont été mises en place. Certaines sont terminées comme **le dispositif d'information Allo-Industrie** ou le diagnostic plan climat. D'autres sont plus complexes et se déploient sur plusieurs années, comme les études sur certains polluants spécifiques ou le développement des mobilités douces. Ces actions « *en cours* » représentent 42% de l'ensemble des actions intégrées dans le dispositif Réponses. Un grand nombre des réponses apportée (32 %) sont renouvelées. Il s'agit, par exemple, de sensibilisation envers les enfants, de l'application Signal'Air, ou encore des aides financières pour le remplacement de foyers ouverts.

De la confiance et des résultats concrets

Pour René Tassy, président de l'association Éco-relai de la Côte Bleue et membre d'un collège du comité de pilotage du dispositif, cette démarche a permis de faire évoluer la relation entre les industries et les citoyens. « *On est passés de la méfiance à la vigilance* », confie-t-il. Marc Bayard, lui, voit Réponses comme le point de départ d'une nouvelle

dynamique. « *Les entreprises ont appris à mieux écouter et communiquer* », développe le vice-président du Groupement maritime et industriel de Fos.

Mais le dispositif a surtout été un catalyseur d'innovations. Les industries ont par exemple augmenté le nombre de points de mesure des composés organiques volatils (COV) de 25% et diminué les émissions industrielles de ces particules de 24% pour les principaux émetteurs de la zone. Les résultats de ces efforts sont mesurables. **L'indice Icair**, créé par Atmosud pour évaluer de manière globale la pollution de l'air, est passé de 6,5 en 2013 à 5 aujourd'hui, attestant de l'amélioration de la qualité de l'air.

Liens utiles :

Qualité de l'air : Atmosud veut porter son outil Icair au niveau européen

Fos-Berre : entre industriels et riverains, « **la cohabitation est possible** » (G.Hourdin)

En savoir plus : Gwenaëlle HourdinSPPPI